

D 924 NICARAGUA: LES DILEMMES DE LA RÉVOLUTION

La problématique nicaraguayenne reste au centre de l'actualité latino-américaine. Aussi estimons-nous toujours nécessaire de lui accorder la priorité.

Le long texte que nous vous proposons ici nous a semblé particulièrement significatif: il se veut une synthèse des problèmes et des contradictions du mouvement révolutionnaire sandiniste dans le Nicaragua d'après Somoza. Bien que ce document date de juillet 1982 (seule l'abondance des matières nous a empêchés de le publier plus tôt), il n'a nullement perdu de son actualité. Si certains éléments ont évolué - en particulier le rôle primordial du Groupe de Contadora au plan diplomatique (cf. DIAL D 917) - le "problème Nicaragua" demeure entier. La préparation des élections présidentielles aux Etats-Unis n'apporte sans doute qu'un répit passager en cas de réélection de Reagan.

Dans l'âpre polémique nationale et internationale sur le Nicaragua, l'analyse ci-dessous constitue, à notre avis, la meilleure présentation des enjeux fondamentaux de la révolution nicaraguayenne. C'est une contribution de premier plan à la compréhension des deux premières crises graves qui ont agité le Nicaragua sandiniste: l'éclatement de la Junte gouvernementale de reconstruction nationale, en avril 1980, à la veille de la création du Conseil d'Etat; et la décrétation de l'état d'urgence, en mars 1982, avec la limitation conséquente de certaines libertés publiques.

Si la lutte pour le pouvoir demeure un problème-clé dans le Nicaragua d'aujourd'hui, on peut néanmoins dire que c'est l'élément nécessaire mais non suffisant pour une compréhension en profondeur des enjeux de société au Nicaragua.

L'auteur de cette synthèse est Xabier Gorostiaga, jésuite panaméen, professeur de sciences économiques et directeur, de 1979 à 1981, du Bureau de planification globale du ministère de la planification.

Les élections ayant été tout récemment fixées au 4 novembre 1984 (cf. DIAL D 902); il nous a paru opportun de proposer cette mise en équation de la problématique nicaraguayenne par un centro-américain à la fois acteur et témoin.

Note DIAL

LES DILEMMES DE LA RÉVOLUTION POPULAIRE SANDINISTE
A TROIS ANNÉES DU TRIOMPHE

par Xabier Gorostiaga

Dans les débats sur la Révolution nicaraguayenne avec des collègues nord-américains (1) reviennent toujours une série de questions, d'accusations, d'interrogations, ainsi qu'un ensemble d'interprétations légalistes et formelles relevant d'une mentalité et d'une culture qui sont le propre d'une société d'abondance, elle-même marquée par un fort individualisme et par un appareil constitutionnel accentué.

Les réflexions suivantes entendent présenter la problématique de la révolution nicaraguayenne avec ses tensions, ses paradoxes, ses contradictions et ses erreurs, telles qu'elles sont vécues dans un mouvement historique qui veut faire disparaître le sous-développement et l'héritage de la dictature, qui cherche à survivre dans la crise économique internationale et régionale, et qui prétend enclencher un processus d'indépendance nationale dans un pays petit et pauvre, situé dans une zone stratégique et hégémonique non susceptible de partage de la part des Etats-Unis.

Nous ne visons pas ici à apporter des réponses ni des solutions; nous voulons uniquement situer la Révolution populaire sandiniste dans le cadre des difficultés et des contradictions structurelles qui est le sien, de façon à permettre à l'observateur international intéressé de réfléchir honnêtement et le plus objectivement possible sur les trois années d'existence de ce mouvement révolutionnaire.

Ce faisant, nous voulons provoquer un débat constructif permettant de mettre fin à l'impasse actuelle des négociations entre les Etats-Unis et le Nicaragua, et d'empêcher l'extension prévisible au reste de l'Amérique centrale du conflit armé en El Salvador et au Guatemala.

La problématique est présentée sous forme de dilemmes qui se veulent l'expression des tensions et des contradictions d'un processus de transformation sociale et politique profonde, c'est-à-dire révolutionnaire (2).

Trois grands dilemmes peuvent résumer la problématique de la Révolution populaire sandiniste, après trois années d'existence: les dilemmes intérieurs (dans l'ordre économique, politique et national), les dilemmes issus de la crise régionale, et les dilemmes suscités par l'insertion de la Révolution sandiniste dans une conjoncture internationale critique.

I - LES DILEMMES INTÉRIEURS

1- Le dilemme économique

Comment satisfaire les besoins élémentaires de la grande majorité de la population, alors qu'est maintenue une économie mixte se trouvant principalement entre les mains du secteur privé? Que faire pour que cette économie mixte, essentiellement aux mains du privé, réponde davantage à la logique des masses qu'à la logique du rendement du capital? C'est là une équation et un dilemme déterminants dans la Révolution nicaraguayenne.

(1) et (2) Voir notes en fin de document

Quand l'entreprise privée se plaint d'"absence de climat", elle se place uniquement dans la perspective des bénéficiaires du capital. Pour sa part, le peuple se plaint de "manque de climat" vis-à-vis de l'entreprise privée car il perçoit que celle-ci ne satisfait pas les besoins élémentaires des masses.

C'est dire que ce dilemme renferme deux logiques différentes: une logique des masses, d'une économie sociale, qui tend à la satisfaction des besoins élémentaires de la population, et une logique des intérêts des propriétaires du capital.

Comment répondre à ces deux besoins apparemment contradictoires? C'est là un problème grave de la révolution, et qui n'a pas de solution facile. Le fait que la révolution ait pendant trois ans maintenu l'économie majoritairement aux mains du privé est le signe exemplaire des efforts énormes qu'elle fait pour conserver le pluralisme économique. Le dernier rapport de la CEPAL sur le Nicaragua (2 juillet 1982), qui procède d'une estimation des dommages causés par les inondations de mai 1982 (360 millions de dollars), fait état de ce que, en fin 1981, l'Etat ne contrôlait que 24 % du secteur agricole, 22 % du secteur industriel et 40 % du commerce.

La Révolution populaire sandiniste a clairement manifesté que c'est la logique des masses qui doit être dominante en économie mixte; qu'économie mixte ne veut pas dire économie juxtaposée mais bien économie organisée au service du peuple qui a été victorieux du système somoziste et du système économique-politique d'oppression historiquement dominateurs. Parler d'économie juxtaposée, c'est évoquer ces autres expériences d'économie mixte où il y a d'un côté le secteur privé et de l'autre le secteur public, chacun conservant sa dynamique propre, en fonction de quoi le secteur public a pour rôle essentiel de soutenir socialement les intérêts du secteur privé.

Dans le modèle sandiniste, le but visé est l'instauration d'une économie mixte planifiée, ou économie mixte programmée en raison de son incapacité actuelle de planification du point de vue informatique, technique et institutionnel. Une telle économie mixte programmée repose sur la logique des masses, en fonction de laquelle le secteur privé a une signification et une finalité et peut représenter une solution stratégique à long terme en proportion de son acceptation d'une telle logique et de sa mise au service des besoins élémentaires du peuple.

Les économistes parlent de l'effet "en cascade" (trickle down effect) selon lequel la production des biens et l'obtention de la croissance sont d'abord visés, avec leurs retombées ultérieures sur les secteurs sociaux du bas de l'échelle. La Révolution sandiniste recherche une dynamique inversée, une sorte de "trickle up effect" du bas vers le haut, par la satisfaction prioritaire des besoins élémentaires dont les effets économiques bénéfiques seraient élargis aux secteurs intermédiaires, pour parvenir au terme à la consommation non nécessaire et à l'accumulation privée, après que les besoins élémentaires des masses auront été satisfaits.

Ce sont là deux conceptions répondant à deux logiques différentes: celle de l'accumulation privée, celle de la satisfaction des besoins des masses débouchant sur l'accumulation sociale et le développement des forces productives comme solution au sous-développement des forces productives. La tâche actuelle du Nicaragua consiste à dépasser les deux secteurs économiques juxtaposés, par la mise en place d'une économie programmée, intégrée, planifiée selon la logique des masses. A l'évidence un tel modèle est source de tensions. Mais y a-t-il une autre façon de sortir du dilemme?

Il faut reconnaître qu'il existe des forces sociales au Nicaragua et des forces internationales qui cherchent à sortir de ce dilemme d'une économie mixte par sa suppression pure et simple. Les partisans de la thèse radicale qualifient l'économie mixte de non viable et entendent franchir le pas d'une économie socialiste. La position réformiste, quant à elle, cherche à maintenir l'économie mixte mais du type juxtaposé; celle-ci ne peut cependant conduire aux changements sociaux profonds pour lesquels le peuple a combattu et qui peuvent seuls permettre de transformer les rapports sociaux et le système économique.

Les dirigeants de la révolution ont répété avec insistance que le socialisme ne se construit pas par décret ou par force. Le cri du peuple en faveur d'une société socialiste, qui est dominant dans les organisations ouvrières et paysannes du Nicaragua, s'est vu confronté au pragmatisme, à la souplesse et à l'originalité politique du sandinisme: celui-ci interroge la pression populaire sur le type de socialisme qu'il serait convenant, mais surtout possible, d'instaurer en fonction des conditionnements internes au pays hérités d'un sous-développement profond, en raison aussi de la conjoncture régionale et internationale dans laquelle s'inscrit la Révolution nicaraguayenne. Sans oublier, par ailleurs, qu'est réaffirmée la nécessité de maintenir et de renforcer une économie mixte sous le signe de la logique des masses.

Il n'est pas inutile de rappeler que l'économie mixte, au Nicaragua, n'est pas la résultante d'un choix idéologique, mais la conséquence historique des caractéristiques particulières d'une révolution qui a su regrouper de larges secteurs de la société autour d'un projet populaire sous l'hégémonie des ouvriers et des paysans. Une telle économie est également le fruit du réalisme, puisqu'il fallait faire face à une économie ravagée par la corruption somoziste, par la guerre et par le tremblement de terre de 1972. Au plan régional, l'intégration du Nicaragua au Marché commun centro-américain fait pression dans le sens du maintien des liens régionaux favorables à la reconstruction économique du pays.

L'économie mixte est également expérimentée comme nécessaire du point de vue d'autres facteurs tels que: le maintien du pluralisme politique; la préservation de l'unité nationale; une plus grande efficacité dans l'utilisation des faibles ressources techniques et financières afin de diminuer les coûts sociaux de la reconstruction et de minimiser les risques d'un éventuel boycottage international, en permettant ainsi une diversification accrue au niveau de la dépendance structurelle du pays, ainsi qu'une insertion économique non alignée venant en soutien du projet politique de non alignement au plan international.

L'expérience acquise à partir d'autres processus révolutionnaires fait ressortir les risques mais aussi les aspects positifs d'une économie mixte. Au Nicaragua, on est conscient des ambiguïtés d'une telle solution. Mais grâce au contrôle du système financier, à la nationalisation du commerce extérieur et au soutien des organisations de travailleurs, on estime qu'il est possible, à court terme comme à long terme, de parvenir à un équilibre suffisamment stable et efficace. Ce modèle original semble possible en raison de la composition des forces internes au pays. Les difficultés commencent quand des forces économiques et politiques étrangères s'emploient à utiliser les tensions intérieures du modèle sandiniste pour déstabiliser la révolution. Après trois années de processus révolutionnaire le dilemme demeure. Si ce modèle doit disparaître un jour, l'histoire sera juge des forces qui auront rendu impossible l'originalité de l'expérience sandiniste.

2- Le dilemme politique

Comment maintenir le pluralisme politique tout en répondant aux attentes des masses issues de l'insurrection populaire générale contre la dictature et contre son système économique et politique d'oppression, insurrection qui a manifestement soulevé des espoirs de pouvoir populaire et suscité des exigences de changement dans les structures et le pouvoir politique traditionnel du pays?

Les secteurs privés sont conscients que ce nouveau pouvoir porte atteinte à leurs anciens privilèges politiques; ils estiment que ce pouvoir populaire n'est pas démocratique, mais bien totalitaire. Pourtant, la proportion en représentation politique des secteurs privés dans le Conseil d'Etat est supérieure à celle qui devrait leur revenir en termes statistiques. C'est ainsi, par exemple, que le nombre des représentants de l'entreprise privée et des partis politiques d'opposition au sein du Conseil d'Etat ne correspond pas au soutien réel dont ils bénéficient dans le pays.

Sur les 51 membres du Conseil d'Etat, l'opposition dispose de 11 représentants des milieux d'entreprises et des partis politiques, soit 21,6 %. Les organisations politiques et syndicales de gauche possèdent 7 représentants, soit 13,7 %. Les organisations indépendantes (églises, organisations syndicales et professionnelles indépendantes) bénéficient de 8 représentants, soit 15,8 %. Enfin les représentants du FSLN et les organisations de masse qui lui sont proches s'élèvent à 25, soit 49%. En réalité, l'opposition militante de droite contre la révolution n'atteint pas les 21,6 % que sont ses représentants au Conseil d'Etat; cela signifie donc que ces secteurs sociaux y sont sur-représentés statistiquement parlant, par rapport à d'éventuelles votants des secteurs sociaux en question.

Par ailleurs il importe de faire une distinction entre opposants et mécontents. Il y a des mécontents et des déçus de la révolution car elle n'a pas encore répondu à tous les espoirs qu'elle avait suscités. Ce n'est pas pour autant qu'ils voteraient avec l'opposition de droite, mais plutôt en faveur d'une radicalisation du mouvement, pour une satisfaction plus rapide de leurs revendications. Les mécontents ne sont pas tous, loin de là, de droite dans le Nicaragua d'aujourd'hui.

Le dilemme politique est resté pratiquement inchangé pendant ces trois années, dans une Amérique centrale convulsionnée sur les plans politiques et économique, avec un gouvernement nord-américain particulièrement agressif qui n'a reculé devant aucun moyen pour déstabiliser la révolution sandiniste. Seule une évidente hégémonie politique du FSLN a permis le maintien de l'équilibre entre les différentes forces en rivalité à l'intérieur, et la résistance à la tentative extérieure de déstabilisation qui a encouragé et augmenté les tensions internes à la société nicaraguayenne. La plus grande part de l'opposition intérieure aurait pu être supprimée par le pouvoir mis en place par la révolution. Il se trouve en fait qu'au cours des trois années écoulées, les groupes d'opposition ont non seulement continué d'exister mais même accru leur pugnacité grâce à l'aide en provenance de l'extérieur.

Au plan international, le modèle sandiniste n'en continue pas moins d'être difficilement accepté comme pluraliste. Le problème de fond est celui de deux conceptions différentes du pluralisme. La conception des pays capitalistes développés a pour point de départ une vision libérale de la société, vision résultant de la force hégémonique idéologique du secteur privé et des intérêts individuels. Dans l'effort de reconstruction d'un pays et de transformation sociale pour mettre fin au sous-développement, à la dépendance, aux

distorsions sociales, politiques et nationales héritées du passé, le pluralisme n'a de sens qu'en fonction de cet effort global. Au Nicaragua, les intérêts dominants sont ceux de la collectivité et, ici plus particulièrement, ceux de la majorité paysanne et ouvrière, force essentielle du renversement de la dictature et de la lutte contre le sous-développement.

C'est pourquoi le pluralisme doit être défini en fonction des paramètres du nouveau pouvoir social, lesquels appellent une redéfinition du terme et, surtout, une participation qualitativement différente pour ce qui concerne les prises de décision, les choix culturels, les formes d'exercice de la démocratie, la distribution de la propriété et la répartition du revenu et le style de gouvernement de l'Etat nouveau.

Ces changements dans les rapports de pouvoir sont considérés comme "totalitaires" par les forces qui jouissaient de privilèges dans le régime antérieur; mais ils sont reçus comme une avancée de la démocratie réelle par les déshérités historiques du pouvoir politique.

Le dilemme demeure. La tension politique intérieure s'est accentuée depuis mars, avec la nécessité de l'établissement de l'état d'urgence et l'appel national à la défense de la révolution face aux menaces et aux agressions effectives des mois précédents. L'état d'urgence a davantage affecté les milieux de l'opposition, en raison de la suspension temporaire de certaines garanties du Statut fondamental et du Statut des droits et des garanties des Nicaraguayens. Mais l'état d'urgence n'est pas un produit original de la révolution; il est d'abord une mesure défensive qui sera rapportée, ainsi qu'il a été annoncé, quand les négociations avec les Etats-Unis s'ouvriront et quand les causes de la menace extérieure seront éliminées. Il reste que le dilemme peut s'effacer sous le coup des forces contre-révolutionnaires intérieures et extérieures (principalement au Honduras et au Costa Rica) et, surtout, en fonction du maintien des positions du gouvernement Reagan sur le Nicaragua.

Comment augmenter la participation populaire à tous les niveaux, tout en maintenant un pluralisme politique qui ne bloque pas les transformations sociales et culturelles revendiquées par une société où les pauvres ont, pour la première fois dans l'histoire politique du pays, acquis des droits et un pouvoir civique? Comment mettre tout cela en oeuvre sans grandes tensions sociales et politiques encouragées pour une grande part de l'extérieur?

3- Le dilemme national

Comment faire du Nicaragua un pays indépendant et souverain qui soit respecté par les Etats-Unis, alors qu'il est situé dans une zone stratégique et vitale pour les intérêts nord-américains?

Il est indiscutable qu'après de si nombreuses années de lutte, le peuple nicaraguayen n'a pas seulement conquis le droit à la justice sociale: il a aussi conquis le droit à la dignité nationale. Le Nicaragua a définitivement cessé d'être une "république bananière" et il a commencé d'être un Etat libre et souverain. La contradiction, au sein de ce dilemme, se situe entre la souveraineté, nouvellement acquise, et les intérêts stratégiques des Etats-Unis dans la région qu'ils estiment relever d'une hégémonie sans partage.

Le fait, pour un pays, de s'affirmer souverain et indépendant entraîne une rupture de l'hégémonie absolue que les Etats-Unis entendent maintenir dans la région. C'est là, de plus, un exemple contagieux. Comme par ailleurs

les Etats-Unis sont aux prises avec la crise du Vietnam, avec l'échec de la politique nord-américaine en diverses parties du monde, avec la crise internationale, etc., l'actuel gouvernement Reagan cherche à donner la preuve qu'en Amérique centrale, en particulier au Nicaragua, les Etats-Unis demeurent la puissance hégémonique mondiale. C'est ici que nous subissons le choc, le dilemme et les tensions qu'engendre la contradiction entre souveraineté nationale du Nicaragua et intérêts stratégiques nord-américains dans la région.

L'anti-impérialisme est une caractéristique qui a été imposée au nationalisme nicaraguayen par des années de domination et de soumission, et qui est aujourd'hui renforcé par la politique agressive de l'actuel gouvernement nord-américain.

L'affirmation de l'identité nationale "à usage externe", allant de pair avec une présence indépendante et non alignée dans les instances internationales, doublée d'une exigence de respect dans les rapports avec les pays plus puissants, ne peut qu'être fondée sur une nouvelle conscience et une dignité nationale "à usage interne". La définition de ce nouveau sens national est la concrétisation de la culture autochtone retrouvée, d'un projet historique défini, d'une constitutionnalité ordonnée à la suppression du sous-développement qui a, jusqu'en 1979, laissé le pays sans le minimum d'institutions caractéristiques d'une réalité nationale. L'effervescence logique du nationalisme nouvellement affirmé par la majorité du peuple est considérée comme subversive par ceux qui classaient le Nicaragua dans la partie la plus soumise de leur arrière-cour.

La tension inscrite au coeur du dilemme national vient du fait que, pour la première fois dans son histoire, le Nicaragua a le sentiment d'être une nation souveraine jouissant de droits et de devoirs égaux à n'importe quel autre pays du monde, et qu'il n'est pas disposé à ne pas être respecté ou à continuer d'être traité comme une "sous-nation". En d'autres termes, si les Etats-Unis peuvent choisir leurs amis et établir des relations spéciales avec eux, pourquoi le Nicaragua n'aurait-il pas la possibilité de faire de même? Question évidente, mais qui apparaît bien ingénue dans un contexte international au bord de la guerre froide. En dépit de l'ensemble souple et élargi des relations internationales entretenues par la Révolution populaire sandiniste, les Etats-Unis n'acceptent pas les positions internationales d'un pays qui était encore, voici trois ans, son gendarme régional.

4- Signification des dilemmes intérieurs

Ces trois dilemmes intérieurs, extrêmement difficiles à manier, la révolution les a abordés de façon pragmatique, avec réalisme et souplesse. Y-a-t-il une solution magique aux tensions? L'opposition politique a-t-elle jamais présenté une seule proposition concrète pour les résoudre?

L'originalité du sandinisme est d'autant plus significative qu'il apparaît après quarante-cinq ans d'une dictature impitoyable et d'une guerre de libération cruelle. Il est indubitable que la Révolution populaire sandiniste a obtenu une légitimité et mérité une considération internationale que l'actuel gouvernement Reagan considère comme hautement dangereuses parce que le pays est ainsi devenu une référence pour les peuples de la région et de nombreux autres du Tiers-Monde.

C'est précisément cette légitimité et la proposition de ce nouveau modèle que le gouvernement nord-américain cherche à détruire au Nicaragua. Le Nicaragua est un exemple dangereux; il est difficile à "manipuler" par un gouvernement doté d'une vision aussi simpliste de la réalité internationale.

Il est évident qu'il y a eu des déficiences et des erreurs, un manque de capacités techniques et de ressources humaines pour sortir de dilemmes aussi délicats. Il serait ingénu et malhonnête de ne pas le reconnaître et de ne pas en tirer profit, en attitude de saine critique. Cependant, quand on analyse les critiques de l'opposition adressées à la révolution de l'intérieur du pays et de l'extérieur, critiques qui ne reconnaissent aucun des acquis et ne soulignent que les erreurs, on ne peut que constater un grand vide de propositions concrètes. Ce sont des critiques sans consistance, ne présentant ni alternatives autres ni solutions positives à des dilemmes qui sont irrémédiablement inscrits dans la problématique actuelle du Nicaragua.

II - LES DILEMMES INHÉRENTS A LA CRISE RÉGIONALE

1- La crise centro-américaine

Comment réaliser une transformation sociale et politique, une transformation nationale, au Nicaragua, dans une région en pleine crise économique et politique?

La Révolution populaire sandiniste ne se fait pas en vase clos, dans une île, mais bien dans un contexte régional d'intégration politique et économique. A l'heure actuelle l'Amérique centrale connaît la plus grave crise économique et politique de son histoire.

Au plan économique, l'ensemble de la région est entré dans une sérieuse récession économique, avec un solde négatif en compte courant de 1,946 millions de dollars en 1981, en conséquence de la réduction du volume des exportations et d'une dramatique détérioration des termes de l'échange. Cela a provoqué un endettement massif des cinq pays de la région (11.537 millions de dollars de dette totale pour 1981), avec un service pour la seule dette publique de 1.000 millions de dollars par an; et une fuite des capitaux de la région de l'ordre de 3.000 millions de dollars pour les deux dernières années. La crise dans l'intégration centro-américaine et les mesures protectrices face aux crises nationales ont engendré la spirale de la récession régionale qui rend difficile l'application de solutions communes. Devant cette grave crise économique, la proposition de Reagan pour l'ensemble du Bassin des Caraïbes revêt un caractère tragi-comique.

La crise est d'ordre structurel et elle est aggravée par la crise économique internationale qui touche en proportion des économies aussi ouvertes. Mais c'est la décomposition du modèle politique traditionnel, l'apparition d'alternatives politiques révolutionnaires en El Salvador et au Guatemala, ainsi que leur effet attractif sur les populations du Honduras et du Costa Rica, qui sont la cause profonde d'une crise devenue incontrôlable de la part des groupes de pouvoir locaux et internationaux.

Dans ces circonstances la question se pose : comment sortir du dilemme consistant à réaliser pacifiquement, au moindre coût social possible, la transformation révolutionnaire du Nicaragua dans un tel contexte de crise économique et politique en Amérique centrale, en particulier au moment où cette région a été choisie comme champ de bataille par le gouvernement Reagan? Et tout cela, par ailleurs, dans le cadre de tensions internationales affectant la région: la tension Est-Ouest, la tension entre l'Internationale socialiste et la Démocratie chrétienne qui règlent leurs problèmes européens et latino-américains au niveau de l'Amérique centrale, ainsi que le conflit entre les sous-puissances latino-américaines telles que le Mexique, le Venezuela et le Brésil qui interviennent dans la région en fonction de leurs intérêts.

C'est dans ce cadre conflictuel que se situe le phénomène de la Révolution populaire sandiniste, la première révolution du continent depuis vingt ans. Il est évident que cela crée des difficultés et des dilemmes de type régional.

Par ailleurs la révolution sandiniste ne peut faire moins que se sentir solidaire de la lutte des peuples d'El Salvador et du Guatemala, unis par plus de cent années de conflits similaires contre la domination des Etats-Unis et de l'oligarchie. Comment ne pas manifester cette solidarité et, en même temps, se tenir à une position de non intervention dans les affaires intérieures de ces pays, sans provoquer la régionalisation d'un conflit qui transformerait l'Amérique centrale en un nouveau Vietnam?

2- L'agressivité du gouvernement Reagan

Comment réaliser la révolution dans cette région centro-américaine avec l'actuel gouvernement Reagan? Il importe d'analyser, comme l'ont fait certains hommes politiques du Congrès nord-américain (par exemple Tom Harkin), et d'imaginer ce que pourrait être aujourd'hui l'Amérique centrale sans Reagan.

La Révolution populaire sandiniste entretiendrait probablement des relations relativement cordiales, sur les plans économique et politique, avec les Etats-Unis si ceux-ci avaient accepté la négociation proposée par le Nicaragua pour sortir de certains de ces dilemmes. Sans le gouvernement Reagan, il y aurait eu en El Salvador des négociations entre les forces populaires et l'ancien gouvernement Duarte, sans en être arrivés à des élections truquées qui ont davantage encore enfermé El Salvador dans son dilemme. Sans le gouvernement Reagan, il y aurait aujourd'hui des négociations engagées avec le Honduras, avec une surveillance conjointe de la frontière et un contrôle des milliers d'anciens gardes somozistes entraînés et financés par les Etats-Unis. Sans le gouvernement Reagan, au lieu d'avoir la perturbation créée par la prétendue unité de la Communauté démocratique centro-américaine, laquelle divise en fait la région contre tous les principes centro-américains, des étapes auraient été franchies dans la recherche d'un règlement régional conjoint.

Mais ces hypothèses n'ont rien à voir avec la réalité. Nous avons un gouvernement américain primaire et militariste, avec d'évidents traits fascistes, qui empêche de trouver une solution négociée et pacifique pour la région. Toute la rhétorique et la propagande internationale des Etats-Unis s'emploient à présenter le Nicaragua comme l'instigateur du conflit et de la tension dans la région, en mettant la crise à profit pour alimenter la confrontation Est-Ouest, alors que la tension est au contraire le résultat de la politique nord-américaine dans la région.

Le fait qu'actuellement le Nicaragua soit sous l'état d'urgence n'est pas le produit d'une radicalisation ou de la rigidité de la Révolution populaire sandiniste, mais bien la conséquence des menaces et des agressions venues de l'extérieur. Au début de cette année, la révolution avait élaboré tout un projet de renforcement de l'unité nationale sur la base de décrets destinés à favoriser les investissements étrangers, à libérer de prison les membres du Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP), à discuter de la loi des partis politiques, etc. Tout a été mis par terre le 1er décembre 1981 avec l'approbation par le président Reagan des opérations secrètes qui se ^{sont} concrétisées au cours des premiers mois de 1982, sous forme de menaces et d'attaques répétées qui ont coûté au pays quelque 400 morts et de grandes pertes économiques.

Cela semble contradictoire, mais ces opérations "secrètes" sont désormais "publiques", puisqu'elles ont été approuvées et reconnues officiellement par les principaux responsables du gouvernement Reagan. A la différence des opérations secrètes contre Allende au Chili, qui ont toujours été niées par le gouvernement nord-américain, celles menées contre le Nicaragua font l'objet d'une approbation publique.

Comment concrétiser, au moindre coût social pour notre peuple et pour la région, la révolution qu'appellent les conditions historiques du Nicaragua et, en même temps, faire face au gouvernement le plus primaire et le plus agressif qu'aient sans doute jamais eu les Etats-Unis depuis un siècle?

3- Les alternatives du gouvernement Reagan pour la région

Quelles sont les issues possibles à la situation centro-américaine? Quatre scénarios sont possibles.

a) Une intervention directe des Etats-Unis. L'alternative, tout à fait possible au mois de mars, s'est aujourd'hui éloignée en raison de l'opposition du peuple nord-américain (87 % des gens sont opposés à une telle intervention, conformément au sondage de Newsweek de mai 1982). De plus l'opposition internationale et latino-américaine à cette intervention s'est accrue depuis la guerre des Malouines. Mais surtout il y a le fait de la capacité défensive du peuple nicaraguayen lui-même. Il n'en reste pas moins qu'on ne peut éliminer la possibilité d'une telle intervention directe (*), car la logique et la capacité d'analyse ont très souvent cédé la place à l'irrationalité de politiques impérialistes à travers l'histoire.

b) Une intervention indirecte est plus probable, grâce à des mercenaires et à des troupes latino-américaines. Il semble cependant que cette éventualité ait aussi moins de chance de se produire, par suite de la crise des Malouines qui s'est soldée, d'après des rapports en provenance de Grande-Bretagne, par le départ de la région de 250 conseillers argentins et par un changement substantiel de la politique vénézuélienne en Amérique centrale. Par ailleurs le soutien des Etats-Unis à la Grande-Bretagne dans le conflit des Malouines a rendu moins possible l'appel des Etats-Unis au Traité interaméricain d'assistance réciproque (TIAR) pour attaquer le Nicaragua. Dans ce sens aussi les possibilités d'une intervention militaire au plan latino-américain ont diminué.

c) Par contre la possibilité d'une attaque des anciens gardes somozistes et des pays du Triangle-Nord (Guatemala, El Salvador et surtout Honduras) est réelle et s'est accrue au cours des derniers mois. Elle pourrait être mise en œuvre, comme "issue" en cas d'impossibilité pour les Etats-Unis de garder le contrôle de la crise salvadorienne, en faisant du Nicaragua le "bouc émissaire" de la situation.

d) L'escalade progressive. Ce scénario est, depuis juillet 1982, le plus probable. Il suppose un ensemble d'actions conjointes propres à enclencher un processus de déstabilisation débouchant sur le renversement violent du FSLN et l'anéantissement de la Révolution sandiniste. Cette escalade comporte les éléments suivants:

1) Une déstabilisation économique destinée à interrompre les flux financiers à destination du Nicaragua, par des pressions sur les organismes multilatéraux, banques privées et gouvernements qui continuent encore leur collaboration. La conjoncture économique internationale, régionale et intérieure

(*) La menace s'est effectivement accrue en novembre 1983 (NdT)

est de nature à créer au Nicaragua une crise économique axée sur le manque de devises. La détérioration des termes de l'échange (surtout l'effondrement des prix du café et du sucre) ainsi que les graves inondations qui ont affecté la production agricole ont provoqué une situation qui se soldera par un déficit extérieur de plus de 500 millions de dollars en 1982, déficit que le boycottage financier ne permettra pas de couvrir par des crédits correspondants. Le manque de devises entraînera une forte diminution de la production industrielle, une augmentation substantielle du chômage urbain, surtout à Managua, ainsi qu'une baisse des produits importés et une inflation accrue. En fin 1982, cette crise économique atteindra son point culminant et son plus fort impact social. On peut penser qu'alors les pressions politiques et militaires se feront plus fortes contre le Nicaragua.

2) Une déstabilisation politique qu'il s'agira d'articuler avec la crise économique et la baisse du niveau de vie. L'opposition intérieure et extérieure s'efforcera d'organiser au Nicaragua la "marche des casseroles" et de répéter les types de protestations populaires utilisées au Chili contre le gouvernement d'Allende. La lutte idéologique atteindra probablement à la fin de l'année son degré maximum de tension. On peut penser que les thèmes de cette campagne seront la religion et les droits de l'homme.

La figure de Mgr Obando a fait l'objet d'une manipulation subtile de la part de l'opposition nicaraguayenne et d'organisations internationales religieuses ou politiques (3). Devant la faiblesse du soutien populaire et le manque d'influence des groupes d'opposition, une campagne de propagande a été organisée pour présenter l'archevêque comme le prototype de l'opposition à la Révolution sandiniste. Le symbolisme religieux, à résonance populaire très forte au Nicaragua, est utilisée comme arme politique pour créer des tensions artificielles entre l'Eglise et la révolution.

Cette lutte idéologique ordonnée à la déstabilisation politique semble poursuivre trois objectifs essentiels:

- Retirer la légitimité que la participation massive des chrétiens à l'insurrection et trois années de gouvernement révolutionnaire ont donnée à l'expérience sandiniste au regard de l'opinion internationale.

- Saper le soutien économique et la solidarité de nombreux groupes chrétiens, au Nicaragua comme à l'étranger, envers un processus de transformation sociale et politique radicale, mais qu'ils estiment en accord avec les valeurs évangéliques.

- Supprimer l'opposition des Eglises nord-américaines à la politique déstabilisatrice et militariste du gouvernement Reagan envers l'Amérique centrale. L'extraordinaire "phénomène oppositionnel" des Eglises des Etats-Unis fait l'objet d'une contre-attaque par la création de conflits entre la hiérarchie ecclésiastique et les mouvements populaires du Nicaragua, d'El Salvador et du Guatemala. Ce faisant on cherche à montrer aux chrétiens nord-américains qu'en dépit de la participation importante des chrétiens à ce mouvement, l'antagonisme entre christianisme et révolution reste insurmontable. On cherche ainsi à faire de l'anticommunisme l'attitude prédominante chez les chrétiens, par rapport aux valeurs de la justice sociale et de la paix internationale.

Par ailleurs la permanence de la crise économique intérieure facilitera l'organisation de manifestations de protestation propres à provoquer des tensions sociales, lesquelles seraient alors présentées au plan international comme une répression contre le peuple. Les opérations armées dans le nord du pays, en particulier dans la zone miskito, ont atteint leur objectif puisqu'elles ont permis dans les derniers mois d'organiser une campagne de propagande internationale contre le Nicaragua, accusé d'intervenir au Honduras et de violer les droits du peuple miskito.

(3) Voir notes en fin de document

Le soutien financier aux groupes d'opposition politique, avec les 19 millions de dollars attribués à la CIA le 1er décembre 1981 par le président Reagan, ainsi qu'une campagne internationale contre la légitimité et pour l'isolement de la Révolution sandiniste, accusée de persécution religieuse et de violation des droits de l'homme, créent les conditions pour le dernier degré de l'escalade.

3) L'intervention militaire. Cet aspect de l'escalade progressive comporte trois éléments:

- La préparation d'un blocus régional- Le Nicaragua est progressivement isolé de ses voisins, politiquement et économiquement, comme le montre la création de la Communauté démocratique centro-américaine et l'organisation de rencontres politiques régionales dont le Nicaragua est systématiquement exclu. Les pays du Triangle-Nord (Guatemala, El Salvador et Honduras) sont politiquement et militairement préparés à un affrontement avec la Révolution sandiniste. La grave crise économique du Costa Rica a permis aux Etats-Unis de négocier un accord financier avec le gouvernement du président Monge en échange d'une hostilité croissante contre le Nicaragua. L'"accident" du général Torrijos et l'étrange démission du président Royo signifient la disparition du "torrijisme" au Panama et la perte de l'allié le plus proche qu'avait la Révolution sandiniste dans la région. Le virage à droite de la politique panaméenne et le contrôle accru de la Garde nationale dans la défense du canal permettent que les troupes des Etats-Unis cantonnées dans la zone du canal jouent un rôle plus actif dans l'ensemble de l'Amérique centrale et des Caraïbes, en particulier en ce qui concerne le Nicaragua et Cuba. La crise économique aiguë du Mexique et l'évolution vers un gouvernement plus technocratique laissent prévoir un affaiblissement du soutien économique le plus fort dont a bénéficié la Révolution sandiniste au cours des trois années écoulées.

- Un harcèlement militaire permanent- Parallèlement au blocus destiné à isoler le Nicaragua, il y a un harcèlement permanent aux frontières du pays par une faction de l'opposition financée et organisée en vue du renversement du sandinisme. Ce danger d'agression continuelle oblige à une redistribution des maigres moyens du pays pour sa défense et, surtout, à une application des efforts politiques de la direction révolutionnaire sur les problèmes de la défense plutôt que sur la reconstruction du pays. L'affaiblissement économique et politique résultant de l'effort d'une défense prolongée constitue la condition préliminaire d'une attaque de front.

- L'intervention militaire- La course aux armements des pays de la région, incluant pour la première fois le Costa Rica; les opérations militaires continuelles des Etats-Unis en Amérique centrale et dans les Caraïbes; l'intensification des attaques aux frontières, qui se sont soldées par plus de cent morts en un mois; le début d'attaques aériennes et la présence permanente de bateaux de guerre américains dans les eaux territoriales du Nicaragua: ce sont là autant de conditions suffisantes pour un affrontement qu'on peut prévoir inévitable en fin 1982. Après le Liban viendra le Nicaragua, tel est le sentiment dominant dans le pays.

Face à la crise régionale et à l'escalade, la révolution sandiniste a proposé la négociation, tant avec les Etats-Unis qu'avec les pays voisins. A l'assemblée des Nations-Unies, au Conseil de sécurité, dans les différentes instances internationales, par l'intermédiaire du Mexique, etc., des propositions ont ainsi été faites; mais elles n'ont reçu que des réponses évasives, et même le veto des Etats-Unis aux Nations-Unies (4).

(4) Voir notes en fin de document

Du point de vue nicaraguayen, c'est une ironie que de traiter la Révolution sandiniste de menaçante, alors qu'elle a cherché par tous les moyens et à tous les niveaux à négocier la paix dans la région.

Ceux qui qualifient la Révolution sandiniste de dangereuse pour la paix sont précisément ceux qui ont rejeté ou bloqué toute négociation.

Ces dilemmes régionaux viennent s'ajouter aux difficultés inhérentes aux grands problèmes du processus nicaraguayen sur le plan intérieur. Quand on voit le type de propositions qui sont adressées au Nicaragua, on ne peut que constater le manque d'analyse concernant les problèmes structurels auxquels doit faire face la jeune révolution.

III - LES DILEMMES RÉSULTANT DE L'INSERTION DE LA RÉVOLUTION POPULAIRE SANDINISTE DANS LA CONJONCTURE INTERNATIONALE

Le Nicaragua est un pays petit, pauvre, sous-développé dans ses ressources productives et humaines. C'est également un pays extraordinairement dépendant et ouvert au marché international. Le Nicaragua ne peut donc s'isoler; il doit continuer à rester lié au marché international. Le problème est de savoir comment s'insérer dans la division internationale du travail sans bloquer la transformation sociale et l'indépendance nationale croissante qui est voulue comme telle.

La politique économique du gouvernement nicaraguayen est basée sur le principe de la diversification de la dépendance vis-à-vis des Etats-Unis, de l'augmentation des échanges avec les pays européens, latino-américains et non alignés, et de l'ouverture de nouveaux rapports économiques et diplomatiques avec les pays socialistes. Dans les années 50, la dépendance dans les rapports économiques du Nicaragua avec les Etats-Unis était extrême. Ces rapports s'élevaient à près de 70 %. On cherche actuellement à les diversifier pour parvenir à une plus grande flexibilité et une certaine harmonie. Il faut marcher sur "quatre pattes": un quart du total des rapports économiques avec les Etats-Unis, un quart avec les pays d'Europe, un quart avec les pays latino-américains et non alignés, le quatrième quart devant s'ouvrir aux pays socialistes.

C'est un processus lent. Jusqu'à présent les rapports avec les pays socialistes sont très restreints: de l'ordre de 5 à 7 % de la totalité. Cependant, en dépit de cette souplesse, le Nicaragua a été accusé d'être partie prenante du bloc soviétique. La visite du commandant Daniel Ortega en URSS, au mois de mai, a été présentée par la presse nord-américaine comme étant "l'alignement définitif" du Nicaragua sur ce pays.

Mais le fait qu'en même temps un autre membre de la junte, Sergio Ramírez, ait rendu visite à l'Espagne, à l'Autriche, à la Hollande, à la Suède, à l'Irlande, à la Grèce, etc., n'a pas fait la manchette de la presse internationale. Celle-ci a encore moins parlé du voyage de Rafael Córdova Rivas, le troisième membre de la junte, au Venezuela et au Costa Rica.

Ces voyages simultanés des trois plus hauts représentants du gouvernement avant la célébration du troisième anniversaire de la Révolution sandiniste, effectués en même temps qu'était prise la décision de maintenir une politique indépendante et souveraine à tous les niveaux et avec tous les pays, ne répondent pas à une tactique mais à une exigence structurelle qui résulte de la dépendance, de la petitesse et du sous-développement du pays.

La nécessité structurelle de diversifier la dépendance fait naître un nouveau dilemme. D'une part, les Etats-Unis n'acceptent pas l'autonomie d'un pays historiquement soumis et satellite de la politique nord-américaine; aussi présentent-ils cette indépendance comme un alignement sur le bloc antagonique. D'autre part, les pays amis du bloc capitaliste non métropolitain (*) d'Europe et d'Amérique latine, c'est-à-dire les pays de social-démocratie ou de "capitalisme social", n'ont pas suffisamment compris la nécessité qu'a le Nicaragua de diversifier sa dépendance et de reconstruire le pays sur d'autres bases économiques et politiques.

Pour permettre de situer le problème dans ses termes économiques mesurables, le tableau ci-après donne l'ampleur, en millions de dollars, des destructions et de la décapitalisation qui ont marqué les deux années de guerre de libération, et dont les effets sont supportés par la Révolution populaire sandiniste pendant les trois années qui ont suivi le triomphe:

(En millions de dollars)	
- Destructions matérielles en 1978-79	481
- Décapitalisation et vol	518
- Pertes pour inactivité économique	1.246
- Dette extérieure héritée	1.650
- Service de la dette pour 1978-79	249
Total des dommages	4.144

(Source: CEPAL et Banque centrale du Nicaragua)

Rien d'équivalent à ces 4 milliards 144 millions de dollars n'a été reçu par le pays ni n'a été produit dans le pays à titre d'excédent pour les trois années écoulées. C'est pourquoi le pays souffre d'une crise grave de décapitalisation. L'entreprise privée prétend que des sommes énormes à titre d'aide et de financement ont été reçues. En réalité, l'argent reçu n'atteint même pas le quart de ce total.

Le nouveau dilemme est que les pays capitalistes non métropolitains qui se sont décidés à soutenir le Nicaragua ne nous ont guère aidés à couvrir les besoins créés par les destructions de la guerre. L'aide et les financements en provenance de ces pays n'ont pas permis la mise en route de l'économie dont le pays a besoin. Il est significatif de noter, par exemple, que de tous les prêts et dons reçus par le Nicaragua, 49 % viennent de pays non-alignés du Tiers-Monde, 32 % seulement des pays d'Europe, tandis que 18 % sont en provenance des pays socialistes, Cuba compris. Cela signifie que quand on entend dire que la solution au dilemme international de la Révolution sandiniste se trouve dans les pays capitalistes non métropolitains, du type social-démocrate, il s'agit en fait de belles paroles, d'appuis symboliques, mais non pas d'un engagement envers la Révolution sandiniste dans les termes qu'exige le pays.

Pour ce qui est des pays socialistes, il faut souligner l'extraordinaire générosité et engagement de la Révolution cubaine, en dépit de ses moyens limités. On sait que, dans sa solidarité, la Révolution cubaine partage son austérité en "retirant le pain de la bouche" des Cubains et que ce ne peut être un effort permanent. Les autres pays socialistes font preuve d'un début de rapprochement et de solidarité avec la Révolution sandiniste, et cela de façon croissante mais encore insuffisante. Cette insuffisance de l'aide a des explications structurelles, telles que les énormes distances géographiques entre Cuba et les pays socialistes d'Europe, ainsi que les difficultés

(*)Allusion aux théories de la dépendance économique et politique entre "métropole" et pays de la "périphérie" (NdT).

économiques de ces pays en raison surtout de leur aide à la Pologne pour le règlement de sa crise économique, financière et politique. Le soutien des pays socialistes est également limité par des problèmes de type technologique, étant donné que le Nicaragua se trouve dans une zone marquée par la technologie nord-américaine qui ne s'adapte guère à celle des pays socialistes. La faible importance de notre marché et l'ampleur de notre sous-développement font qu'il est difficile d'opérer rapidement un transfert d'une technologie à l'autre.

Il en résulte un paradoxe de plus en plus évident. C'est la situation surprenante en vertu de laquelle le gouvernement Reagan semble tout faire pour pousser le Nicaragua vers le bloc socialiste. Cela vaut tant sur le plan de l'aide militaire que sur celui de l'économie. Les autorités nord-américaines ont mis en prison les pilotes nicaraguayens qui s'étaient rendus aux Etats-Unis pour acheter des hélicoptères civils. Mais par ailleurs, les Etats-Unis protestent contre la France parce que cette dernière vend quelques équipements militaires au Nicaragua. Que veut-on donc? Que la révolution soit sans aviation ni force navale, tandis que les Etats-Unis arment de façon disproportionnée le Honduras et El Salvador?

En même temps les Etats-Unis coupent toute aide économique, exercent de fortes pressions pour empêcher les prêts multilatéraux de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de développement. Ils exercent des pressions sur des pays amis pour les empêcher d'apporter un soutien économique au Nicaragua. Dans le cas du Canada, ils ont fait pression pour que son aide économique à la région soit dirigée vers le Honduras et non le Nicaragua. Ils font pression sur le Venezuela et sur d'autres pays européens pour les empêcher de poursuivre leur aide à la Révolution sandiniste. De plus, le gouvernement Reagan exerce des pressions sur la Banque privée internationale pour qu'elle n'accorde pas de financements au Nicaragua, bien que notre pays remplisse jusqu'à maintenant tous ses engagements financiers internationaux, y compris ceux relevant de la dette extérieure contractée par Somoza.

Il est évident que la Révolution sandiniste ne peut accepter un tel blocus militaire et économique: elle cherchera des ressources là où elle les trouvera. Ce sont les pressions et les menaces nord-américaines qui contraignent le Nicaragua à chercher les moyens de sa survie dans les pays socialistes. La grande question, l'aspect paradoxal de ce nouveau dilemme, peut s'énoncer comme suit: Est-ce que le gouvernement Reagan fait tout pour que la Révolution nicaraguayenne s'aligne de plus en plus sur le bloc socialiste, de façon à lui retirer sa légitimité, son originalité, et à empêcher la consolidation de son modèle d'économie mixte et de pluralisme politique? Cherche-t-il à empêcher la réussite économique de la Révolution nicaraguayenne pour pouvoir démontrer qu'une économie mixte populaire est impossible à mener? Est-il possible que le gouvernement Reagan, qui n'a pas fait preuve de grandes capacités de maîtrise de la conjoncture internationale, soit dans le cas présent doté d'assez d'astuce et de subtilité pour mettre en oeuvre une stratégie consistant à pousser la Révolution nicaraguayenne vers le bloc soviétique, à l'obliger de reprendre à son compte un système politique et économique plus rigide, moins souple, moins original, et cela dans le but de lui retirer sa légitimité et de l'isoler des pays amis qui lui ont accordé leur soutien?

Ce qui est inacceptable et inconciliable dans la Révolution populaire sandiniste, aux yeux du gouvernement Reagan, ce sont les deux points suivants, lesquels semblent avoir dépassé le seuil de tolérance des Etats-Unis:

1) La Révolution sandiniste a brisé la situation d'hégémonie non partagée que les Etats-Unis ont historiquement maintenue dans cette région, y compris avec leurs alliés les plus proches, la France et l'Angleterre. L'indépendance et le respect revendiqués par un pays petit et sous-développé, tant dans sa politique domestique qu'internationale, mais à l'intérieur de "l'arrière-cour" nord-américaine, sont des choses que l'empire ne peut admettre au moment où il s'emploie précisément à restaurer son hégémonie internationale qui s'était affaiblie.

2) Ce qui est plus important encore, c'est que la Révolution sandiniste se présente comme un "modèle alternatif" par rapport à d'autres expériences de transformation sociale, avec un fort contenu de légitimité, et comme référence nouvelle pour de nombreux petits pays du Tiers-Monde. Ce "modèle dangereux" est fondé sur la mobilisation populaire comme axe des transformations sociales, avec la participation majoritaire des chrétiens qui lui ont ainsi donné une légitimité sociale et humaniste rendant difficile l'utilisation par les Etats-Unis de l'anticommunisme et des droits de l'homme comme armes de déstabilisation et d'isolement international.

Ce qui est actuellement en jeu c'est la tolérance ou non d'un tel modèle de la part des Etats-Unis. L'acceptation et même le soutien de pays européens, latino-américains, non alignés et sous-développés ont en fait provoqué l'agressivité nord-américaine dans le sens du boycottage, du refus de légitimité et de la déstabilisation de la jeune révolution. Le gouvernement Reagan espère que, sous les menaces grandissantes, le sandinisme sera contraint d'adopter des formes plus rigides de gouvernement et de verser dans l'alignement international sur les pays socialistes, ce qui confirmerait alors sa prophétie selon laquelle le Nicaragua est un nouveau Cuba et non un nouveau Nicaragua.

En résumé nous avons là le grand dilemme au plan international. La Révolution nicaraguayenne a structurellement besoin de rester ouverte à l'aire capitaliste, mais en diversifiant sa dépendance des Etats-Unis en direction des pays capitalistes non métropolitains. Or ces pays ne se sont pas engagés autant que la révolution l'exige. Les pays socialistes, quant à eux, ne sont pas économiquement en état de s'engager en fonction des besoins de la Révolution sandiniste; la petitesse du pays et la distance géographique avec les pays socialistes ne permettent guère l'établissement de liens économiques étroits avec eux. Cela n'empêche pas le gouvernement Reagan de faire pression pour obliger la Révolution sandiniste à se tourner vers le bloc socialiste comme planche de salut, pour pouvoir de cette façon l'isoler de l'Amérique latine et de l'Europe.

Tels sont les trois dilemmes, sur les plans intérieur, régional et international, qui résument les problèmes structurels auxquels se heurte la Révolution sandiniste, et qui permettent d'aller au-delà des analyses trop simplistes ou trop légalistes. Il y a évidemment eu des erreurs commises. Tout n'a pas été ni ne pouvait être parfait. Mais il est essentiel de présenter une vue des choses dans leur complexité et leurs difficultés.

Cela ne signifie aucunement que la solution est à portée de la main. Il n'y a de solution que régionale car la région est la réalité de chacun des peuples centro-américains. Des issues théoriques existent, mais les vraies solutions c'est le peuple nicaraguayen lui-même qui va les trouver, dans la mesure où il est organisé et décidé à édifier la nouvelle société et l'homme nouveau. Plus il y aura de participation populaire, d'autocritique et de solidarité internationale, plus il sera facile d'éviter les erreurs et de trouver les moyens efficaces de règlement des problèmes, parallèlement à la recherche d'une solution à la crise centro-américaine.

Telle est la grande tâche du peuple nicaraguayen à l'heure du troisième anniversaire de la Révolution populaire sandiniste. Telle est aussi la responsabilité internationale, celle de garantir à un peuple le droit de décider de son destin.

Managua, juillet 1982

Notes

(1) Cet exposé, avec divers accents et détails d'analyse, a été présenté en 1982 dans plusieurs rencontres internationales: l'Université de Montréal en mars, le Séminaire sur les relations entre les Etats-Unis et le Nicaragua tenu à Managua en mai, à Guanajuato (Mexique) en juin. C'est à la rencontre de Guanajuato, avec des spécialistes et des hommes politiques des Etats-Unis et du Mexique, que cet exposé sur la situation nicaraguayenne a été présenté sous forme de dilemmes.

(2) Pour la rencontre de Guanajuato avec des spécialistes et des hommes politiques des Etats-Unis et du Mexique, la problématique nicaraguayenne a été présentée de façon synthétique sous forme de dilemmes. Cette manière de faire nous a paru meilleure que de répondre à la liste des accusations dressée par le Département d'Etat, accusations qui ont été répétées à Guanajuato par E. Briggs, conseiller adjoint pour l'Amérique latine. Ces accusations, dont une grande partie faussées voire totalement fausses, ont été reprises en d'autres occasions, littéralement et dans le même ordre, par d'autres fonctionnaires nord-américains. Nous estimons que la méthode des accusations ne permet ni la réflexion ni le dialogue, et encore moins la recherche d'une proposition constructive.

(3) Le journal "La Prensa" a créé de façon continue cette image de marque de Mgr Obando, à l'égal des principaux leaders des partis d'opposition, des ambassades les plus politiques de Managua (Etats-Unis, Venezuela, Espagne, etc.) Le groupe ultra-conservateur des Eglises des Etats-Unis, l'Institut sur la religion et la démocratie, et Mgr Lopez Trujillo du CELAM ont contribué à l'internationalisation de son image de marque. Le dernier rapport de Heritage Foundation (mars 1982) souligne également le rôle politique de Mgr Obando.

(4) En juillet, le gouvernement nicaraguayen a accepté de négocier dans les termes proposés par le gouvernement hondurien, sans qu'aucun progrès ait cependant été enregistré. Plus alarmante encore est l'exclusion du Nicaragua de la réunion des ministres des affaires étrangères de la région, au Costa Rica, durant la première semaine d'octobre 1982.

(Traduction DIAL)

Abonnement annuel: France 275 F - Etranger 330 F - Avion 400 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441